

## ***Ne confondons pas urgences et priorités***

Les débats franco-français de ces derniers mois et le résultat des urnes ont permis de clarifier quelques points essentiels pour l'avenir du pays : Tout d'abord, tous les candidats, sans exception, ont enfin pris acte que la France traversait une crise majeure de pilotage, d'identité et de sens. Ils ont aussi admis que nous sommes confrontés à une régression tant en terme de compétitivité que de rayonnement international et qu'il est plus que temps de réagir ! Ensuite, et sûrement grâce à ces confrontations d'idées, une nouvelle génération a réussi à émerger et à s'imposer. Elle est désormais aux commandes avec à priori l'intention de reprendre en main le fonctionnement du pays. Son ambition affichée et sa volonté de clarifier les enjeux laissent penser qu'elle va réinsuffler cette énergie vitale dont le pays a besoin pour surmonter ce désenchantement, voire cette désespérance qui sévit dans les esprits. Enfin, les premières mesures envisagées permettent d'imaginer que nous allons enfin pouvoir ouvrir le pays et ses jeunes générations aux défis du futur.

Pour autant ces mouvements de fond tant attendus ou espérés constituent-ils une « rupture » en soi comme certains l'affirment ? Sûrement pas et il nous faudra attendre encore quelques mois pour savoir si nous allons véritablement sortir le pays de la crise. Sommes-nous sur un simple effet marketing « d'urgentistes » ou sur la prise en compte de véritables priorités par de « fins stratèges » ? Il faut avouer que pour le moment, au-delà les quelques ouvertures fiscales, judiciaires et européennes qui répondent à quelques urgences électorales fortement médiatiques (départ des capitaux, questions sécuritaires, montée de l'euro et isolement de la France au sein de l'Union....) de nombreuses questions de fond ne sont toujours pas abordées. La tentation de les éluder, voire de les repousser une fois de plus semble même être très forte.

**La première concerne la dette de la France.** Plus que jamais il faut arrêter l'hémorragie financière générée par le train de vie de l'Etat qui menace ce pays d'asphyxie. La cour des comptes vient de générer une nouvelle alerte en annonçant une dérive supplémentaire de 45 milliards d'euros sur le premier semestre soit 4 fois ce que devrait coûter dans les prochains mois la mise en œuvre des promesses électorales de M Sarkozy. Cette préoccupation devrait être primordiale et obsessionnelle pour nos nouveaux dirigeants. Il ne semble pas que nous soyons en train de prendre cette voie et la tentation de « faire une pause » n'est pas saine. Postuler sur une simple diminution naturelle des fonctionnaires ne suffit pas et il faut s'attaquer réellement au gaspillage budgétaire qui sévit depuis 30 ans. Le réflexe compulsif de recourir à la dépense publique en vue de relancer la croissance et par la même le sacro-saint pouvoir d'achat est redevenu d'actualité. Nos gouvernants ne semblent pas comprendre ce que signifient pour les comptes de notre pays la baisse tendancielle du dollar et les tensions à la hausse sur les marchés de l'énergie. Avec de telles perspectives une relance des déficits publics s'avèrerait suicidaire très rapidement. Elle ne générera pas forcément de la croissance comme certains l'imaginent, mais obèrera sûrement cette fragile confiance accordée par nos partenaires européens. Ces derniers attendent en effet que nous transformions (comme ils ont su le faire de leur côté) nos fondamentaux sociaux et économiques et que nous ne profitions pas

du parapluie de l'euro sans procéder à quelques ajustements structurels. Les exemples de la Suède et plus récemment de l'Allemagne devraient nous guider.

**La seconde question est relative à ce nouveau « contrat social » qu'il faut faire émerger au plus vite entre l'Etat et la nation.** Il ne peut être limité à la mise en place d'un nouveau contrat de travail unique et à l'aménagement des heures supplémentaires. Si ces mesures sont indispensables pour permettre à l'ensemble du pays de retrouver un peu de flexibilité et surtout d'activité, elles sont intrinsèquement insuffisantes. Il faut plus d'ambition pour remettre la France en marche. Si nous nous contentons d'un énième dialogue avec les partenaires sociaux, dont nous savons tous que la représentativité est devenue marginale, nous ne réglerons pas sur le fond la dérive quasi tribale de notre société autour d'une sublimation hédoniste du « moi » au détriment du « vivre ensemble ». Certes il faut faire preuve de pédagogie, nos médias nous le répètent tous les jours alors que nos dirigeants vivent dans l'angoisse d'une réplique du CPE. Mais après des décennies de démagogie sur ce front du social et du parafiscal, et surtout après la gigantesque erreur des 35 heures, il faut désormais changer de méthode. Il ne faut plus confondre dialectique et dialogue. Celui-ci n'a d'effets salutaires que s'il est responsable et s'il débouche sur de véritables arbitrages. L'exemple du Canada devrait là aussi nous inspirer.

**La troisième priorité est de libérer l'énergie de ce pays et de permettre à ses talents de vraiment s'exprimer dans tous les domaines.** Libérer l'épargne et les capitaux n'est pas suffisant, il faut être encore plus ambitieux et engager des initiatives audacieuses en mettant la société civile au cœur de tous les défis. Il faut remettre la culture du risque et celle de la réussite au centre du projet de société, en commençant bien entendu par le champ éducatif. Plus que jamais il faut sortir de cette pulsion compassionnelle et de ce totalitarisme de la précaution qui prévalent partout. Il faut renouer avec le sens de l'ambition et du leadership. Il faut retrouver le goût de l'action et de la victoire. A nouveau l'exemple de l'Angleterre devrait nous stimuler. A plusieurs reprises l'intention de mettre à l'ordre du jour ces priorités a été affichée avec détermination et brio, il faut désormais passer aux actes fondateurs et ne plus se contenter d'effets d'annonces médiatiques, sinon tel le soufflé, l'illusion sera de courte durée.

Là sont les priorités immédiates pour la France. **Mais il ne faudrait pas oublier que toutes ces initiatives ne peuvent plus être isolées du reste du monde, même si la préoccupation internationale a été totalement absente des débats électoraux.** Il suffit d'observer le déclassement des ministères régaliens, en particulier celui de la défense, en termes de rang protocolaire, au profit des gestionnaires de la « paix sociale » et des garants de la « paix civile », pour mesurer l'inversion des priorités de nos gouvernants face à l'acuité de la crise que traverse le pays. Certes le rétablissement de la confiance est devenu crucial entre les élites et la société pour éviter une implosion du système, mais il ne faut pas négliger la sensibilité de nos relations avec nos grands partenaires mondiaux sur les champs du sécuritaire, du diplomatique et du monétaire. Ils ne nous pardonneront désormais aucune erreur de trajectoire. De toute façon cela fait déjà longtemps qu'ils ne nous attendent plus et que leurs regards sont tournés vers les nouveaux centres géostratégiques du Pacifique et de l'Océan Indien, là où se construit le XXIème siècle. Le dernier G8 fut une bonne illustration du repositionnement des

ambitions des uns et des autres. Evitons de nous raconter trop d'histoires, notre influence doit être reconquise à tous les niveaux. Pour toutes ces raisons la France ne peut pas trop se recroqueviller autour de ses archaïsmes sociaux et de ses vieux démons institutionnels. **Il ne faudrait pas que nous restions trop longtemps confinés dans nos urgences électorales franco-françaises et il serait judicieux de retrouver assez vite le sens des priorités et l'ambition du grand large.**

Le pays a besoin d'engager le plus rapidement possible une véritable sortie de crise. Celle-ci exige bien entendu ce courage et cette force de caractère qui semble être incarnés par la nouvelle équipe, mais pour réussir elle suppose aussi une force d'âme supplémentaire. Celle-ci ne peut être que le résultat d'une alchimie entre un peuple et ses dirigeants autour de la vision partagée d'un destin et d'une espérance commune. Elle ne peut se contenter de mesures de circonstances. Si nous n'en n'avons plus les moyens essayons au moins d'en avoir l'envie et la volonté ; après tout, comme l'écrit Goethe « ***l'audace a du génie, du pouvoir, de la magie.*** » Il faut simplement oser et y croire ! Il faut surtout se mettre en mouvement, voire en « marche forcée » car le temps milite contre nous.

Xavier Guilhou<sup>1</sup>  
Juin 2007

---

<sup>1</sup> Président de XAG Conseil et auteur de « Quand la France réagira... » Chez Eyrolles février 2007.  
[www.xavierguilhou.com](http://www.xavierguilhou.com)